14e ANNEE. — N° 23. France : 10 centimes — Exterieur : 15 centimes 3 OCTOBRE 1908.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . . 6 fr.
Six mois . . . . . 3 »
Trois mois 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal "LA RÉVOLTE"

PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

Avec un Supplément Littéraire

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . . 8 fr.
Six mois . . . . . 4 »
Trois mois . . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

SOMMAIRE

En « l'autre France », **Stephen Mac Say.**
Crocs et Griffes.
Pour les critiques ignorants, **J. Grave.**
Mouvement Social., **Ch. Desplanques, V. Loquier, L. Copin.**
Mouvement International, **Jules Fontaine, Aristide Pratelle, M. C., Guido Pasella.**
Bibliographie.
Correspondances et Communications.
Convocations.
Chez les verriers, **Ch. Delzant.**
Petite Correspondance.

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous cessons l'envoi à ceux qui n'ont pas répondu à nos demandes de règlement.

EN " L'AUTRE FRANCE "

Suite en fin (1)

Les travaux exécutés dans la colonie — dite de peuplement — ont été selon la coutume, bien plus des travaux de rendement que des œuvres de civilisation. Les routes, les voies ferrées, la poste ont été créées pour faciliter le débouché des richesses usurpées et non pas pour élever l'indigène en bien-être et en moralité. Les améliorations agricoles, le perfectionnement de l'outillage, l'extraction minière, les établissements industriels ont été réalisés non pour l'indigène, mais au profit des Européens, surtout des entreprises capitalistes de la métropole. Il est incontestable que l'indigène, grugé par une main d'œuvre à vil prix dépossédé par des indemnités dérisoires de la terre qui le faisait vivre a, ça et là, par ricochet, techniquement gagné au contact des nouvelles méthodes de culture et d'utilisation des ressources naturelles. Mais cela ne le sauve point d'une condition lamentable...

Les travaux de dessèchement, l'assainissement des parties malsaines, l'alimentation en eau potable, qui ne sont qu'accidentellement des œuvres de rapport, un champ médiocre au jeu des capitaux, languissent en essais mièvres ou en éblouissants projets...

Il est pour des milliers de colons des terrains vastes, inoccupés. Mais on préfère arracher, en échange d'infimes « compensations » ceux que l'ébauche des indigènes a préparés pour de plus faciles et plus fructueuses récoltes. Des lois ont permis à des spéculateurs d'acheter des propriétés aux indigènes. L'argent de la vente a été vite gaspillé... Certains pâturages fertiles étaient fréquentés de toute antiquité, par des tribus de nomades pasteurs. Sous prétexte de délimitation de territoire, on leur a interdit d'y amener leurs troupeaux...

Très prolifiques, les arabes, qu'épuisaient autrefois les luttes intestines ont vu croître leur population sans que s'étendent leurs ressources ; au contraire. Aussi l'aisance est rare et la misère est l'hôte du grand nombre. A part les malheureux qui se vendent comme tirailleurs — un simple soldat indigène de 2e classe touche 0 fr. 25 par jour en plus de sa nourriture, et les primes d'engagement sont élevées — et qui réussissent, quelques années après, à décrocher une retraite et un emploi, à part ceux là, sédentaires ou nomades, agriculteurs kabyles, petits artisans juifs ou arabes gardeurs de troupeaux sont écrasés d'impôts et croupissent, avec leur nombreuse progéniture, dans la souffrance et le besoin...

On ne fait rien pour les sortir de leur ignorance et de leur foi superstitieuse. Ce ne sont pas les quelques écoles dispersées sur de vastes territoires qui réveilleront ces masses asservies. On sait que le gouverneur général a la direction du culte musulman et nomme les *mufti* ou docteurs de la loi. Le fanatisme qui suspend des populations entières au vouloir des marabouts est tenu en excellente considération lorsque, grâce aux dons et à la ferblanterie largement octroyée, les pasteurs exhortent les brebis au respect des maîtres. On ne le dénonce comme une mentalité malheureuse, que le jour où il entraîne les esclaves à la rébellion et devient un danger pour les occupants...

Les indigènes sont soumis à des obligations toutes féodales et en butte à d'odieuses vexations. Ils ne peuvent voyager sans autorisation préalable. Ils ne peuvent quitter leur tribu que munis d'une carte d'identité (sorte de passeport) délivrée par l'autorité française. Tout indigène se déplaçant sans permis est arrêté immédiatement, puni et renvoyé dans sa tribu d'où il ne pourra plus s'éloigner qu'au bout d'un certain délai fixé par la condamation. Beaucoup de chefs français *exigent* le salut. D'aucuns vont jusqu'a se faire suivre d'un chaouch qui, à coups de nerf de bœuf, rappelle aux infracteurs qu'il est imprudent d'oublier cette marque de servile déférence. Les conversations sont épiées. Un gendarme se vantait un jour à un de mes amis d'avoir menacé un étudiant arabe de le faire expulser de la *medersa* pour avoir tenu des propos peu enthousiastes pour la prétendue générosité de la France envers les indigènes. Des dispositions exceptionnelles sont prises pour prévenir la possibilité d'une insurrection...

Ce sont là les mesures d'apaisement des conquérants démocratiques...

Au reste, si on a beaucoup pris à ces populations, il serait injuste de passer sous silence les biens les plus précieux que la « civilisation » leur a portés : l'alcool et la prostitution. Les liqueurs — l'absinthe surtout — comme dans toutes les colonies font des ravages effroyables, abrutissant les êtres, brisant les ressorts de vigueur et de dignité, livrant au despostisme européen les épaves qu'il lui faut. Et pour parfaire l'ignominie, le caprice des fonctionnaires fait des femmes et des toutes jeunes filles la chair à plaisir des tyrans...

Les populations sont à ce point terrorisées, les indigènes ont une telle peur des autorités qu'ils se dérobent aux enquêtes les plus favorables à leur sort. Victimes d'abus de pouvoirs et de condamnations criardes, ils se refuseront à témoigner contre leur oppresseur lorsque vous prendrez contre lui leur défense. Si vous insistez, ils se rétracteront, soutiendront que vous avez inventé de toutes pièces les doléances présentées, jurant qu'ils n'ont rien fait et suppliant qu'on les laisse tranquilles. Ils sont à ce point en garde contre ceux qu'apitoie leur triste condition que, assez loquaces dans l'échange verbal, ils ne continueront plus la conversation si vous manifestez le désir de fixer par écrit leurs déclarations. Si, au moment où ils vous dépeignent les violences dont ils sont victimes de la part d'un fonctionnaire, ce personnage vient à passer près de vous, ils se précipiteront sur son passage, lui prodiguant les caresses et l'assurant de leur sympathie. Ils iront jusqu'à lui baiser le corps depuis le petit doigt jusqu'aux pieds, ce qui est pour eux le symbole de la plus complète soumission, de l'abaissement le plus abject. Et pourquoi cette terreur, ces mensonges et ces bassesses ? sinon parce qu'ils sont aplatis sous le joug et qu'ils savent que les tentatives généreuses çà et là tentées en leur faveur n'ont fait que l'appesantir sur eux davantage...

Qu'on vienne dire après cela que les serfs de « l'autre France » n'ont rien gagné à la coloni-

1) Voir le numéro précédent.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

sation et que leurs voix ne la bénissent pas en leurs invocations !...

Nous voici maintenant revenus au projet de conscription militaire. Au commencement de cette année, M. Messimy, rapporteur du budget de la guerre, imagina, pour combler le déficit de 50.000 hommes produit par la loi de deux ans, de conserver en France les 13.000 hommes du contingent métropolitain entretenu en Algérie et de les remplacer par des troupes indigènes. Il fallait pour cela étendre à l'Algérie le service militaire obligatoire. Ce projet devait séduire plus d'un professionnel, car il n'amènerait pas moins de 120.000 unités à la « grande famille ». Il permettrait même, au besoin, de compléter les cadres amoindris, par des Arabes casernés dans le Midi. Cet appoint serait avantageusement appelé à faire le coup de feu dans les grèves. On pallierait ainsi le fratricide « national »...

Ce projet eut tout de suite contre lui les parlementaires algériens. C'est que l'imposition des charges militaires appelait logiquement, semble-t-il, l'octroi du droit de vote avec l'éligibilité, ces joyaux démocratiques, et que « mêler les indigènes à nos luttes politiques, leur permettre d'y jouer un rôle avec leur passion, leurs conceptions propres et leur mentalité, c'est exposer l'Algérie à un sérieux danger. Les Arabes constituent numériquement une majorité imposante et les 250.000 Français d'Algérie seraient submergés sous un flot de burnous. Ce serait de notre part une véritable abdication des droits de souveraineté ». C'était, en février 1908, l'avis de M. Cuttoli, député radical de Constantine. Evidemment, M. Cuttoli a raison. On n'abdique pas de tels *droits de souveraineté*, surtout quand une partie de cette souveraineté est exercée avec profit par M. Cuttoli et ses congénères en députation. Comme les indigènes auraient tôt fait de renvoyer MM. Cuttoli et consorts à leurs anciennes occupations, il ne faut pas qu'il votent. C'est un argument auprès duquel celui que nous retrouverons chez les colons apparaît, en ce qui concerne ces messieurs du Parlement, singulièrement effacé...

Vous croyez donc que M. Cuttoli conclut à l'abandon du projet. On voit bien que vous n'êtes pas patriote. D'ailleurs « les droits de souveraineté que nous tenons de la conquête nous permettent de leur imposer (aux indigènes) le service militaire ». Mais il faut agir avec prudence, édulcorer la dure pilule. Et il propose un système transactionnel, une conscription mitigée. On ne prendrait que 5 à 7 o|o des Arabes, tirés au sort. Et on les enverrait en France, dans les garnisons méridionales. On se garderait bien de priver l'Algérie de la protection des militaires français. « Pour calmer la susceptibilité des indigènes, on leur donnerait certains avantages, tels que l'exemption du Code de l'Indigénat et l'attribution de certaines conditions modestes — des bureaux de tabac, par exemple. — Il y a mille et une manières d'attirer les Arabes. Le seul fait de leur *promettre* — c'est moi qui souligne cette diplomatie canaille — des avantages auxquels ils attachent quelque prix facilitera la conscription ainsi comprise. » Rien n'est plus simple, comme vous voyez. Le poirisme arabe est sans limite si nous en croyons le cynisme engageant de M. Cuttoli... Pourvu d'ailleurs « qu'on leur refuse d'une façon absolue le droit de vote qui aurait pour corollaire le droit d'éligibilité ». M. Cuttoli est bien rassuré. Le reste s'arrangera toujours. Je dirai même qu'il s'en fiche et tout le chœur de ses confrères autant que lui...

Les colons, eux aussi, virent avec inquiétude le nouveau projet. Outre que l'appel sous les drapeaux d'un tel contingent de jeunes indigènes les privait d'une main-d'œuvre légèrement rémunérée, une crainte plus sérieuse les rendait hostile à cette innovation. C'est que — c'est M. Cuttoli qui traduit l'opinion de ses mandants — « si l'Algérie apparaît tranquille, il ne s'agit que d'une tranquillité de surface. L'Arabe subit notre autorité, mais il ne demande qu'à s'en affranchir et il serait imprudent de lui en fournir l'occasion » et, si le projet était adopté, « les colons verraient leurs familles et leurs biens désormais confiés à des soldats appartenant à la race contre laquelle ils auraient à se défendre en cas d'insurrection.»

D'un autre côté, quand même les troupes françaises ne quitteraient pas l'Algérie, les colons envisagent avec frayeur la perspective de cent mille indigènes « armés, connaissant le maniement des armes perfectionnées ». C'est ce que déclarait M. Picinbono — maire de Rovigo où son domaine couvre des centaines d'hectares et occupe des milliers d'indigènes — dans une interview du *Matin*. « Qui nous dit, continuait-il, qu'à ce moment-là les Arabes, qui nous supportent mais nous détestent, ne se soulèveront pas en masse ? Qui nous prouve que les fusils ne serviront pas contre nous ? » C'est là, certes, un de ces sentiments dont on dit qu'ils sont le commencement de la sagesse. Les *roumis* ont peur des représailles. Et M. Picinbono concluait, exprimant l'impression générale : « Il ne faut pas établir la conscription pour les indigènes. C'est la conviction de tous les colons et tous les colons sont électeurs. » On s'aperçoit que les colons sont un peu plus près des coups que M. Cuttoli. Ils ne cherchent pas à composer avec le projet. Ils en réclament la suppression radicale. Et cette fois, bigre, ce sont des électeurs !...

Quant aux indigènes, nul ne s'inquiétait de connaître leur opinion sur la question. Encore moins d'en tenir compte. Bien entendu, ils étaient les premiers intéressés. Mais ils n'avaient en somme qu'à se conformer aux décisions qu'on voudrait bien prendre à leur égard... Il n'est pas besoin de dire qu'ils voyaient d'un mauvais œil la charge nouvelle qui les menaçait... On sait que ceux des leurs qui servent dans les rangs français, et qui sont tous des mercenaires, sont méprisés, les tirailleurs surtout. Le spahi l'est moins, mais c'est que l'amour de l'Arabe pour le cheval excuse un peu aux yeux des musulmans le fait de se vendre à la France... On conçoit que le service militaire obligatoirement étendu à des populations pressurées et tracassées, par un étranger exécré, aurait un accueil peut-être inattendu...

En août le projet fut accepté par le gouvernement. « A partir du 15 septembre, la conscription sera appliquée aux indigènes. On procèdera progressivement, par voie de tirage au sort. On ne prendra, les premières années, que 5 à 10 o/o du contingent. » Enfin ! L'Algérie nous devait bien cela. Cette terre « qui nous a coûté tant d'or et tant de sang, sur le sol de laquelle la France dépense encore chaque année 90 millions pour l'entretien de l'armée d'Afrique et pour la garantie de ses chemins de fer » — pour le plaisir de l'indigène, évidemment — « devait à la mère Patrie une contribution militaire plus grande que celle de 15.000 turcos et spahis » qui est en effet — c'est l'*Action* de M. Bérenger qui le dit — « le seul effort qui ait été demandé jusqu'ici aux cinq millions d'indigènes de l'Algérie », nos tributaires en civilisation... Mais « il faut qu'on le sache en Algérie, le Parlement français ne pense pas qu'en droit strict une compensation quelconque soit due aux sujets algériens. » — Mais comment donc, bien au contraire, ils sont encore « nos » obligés ! — Il y a des précédents incontestables « l'Angleterre aux Indes, la France à Madagascar, en Indo-Chine, etc.» « Sans doute, s'il paraît désirable d'accorder une sorte de récompense aux indigènes qui auront loyalement servi la France » — du susucre, petits conscrits, si vous êtes bien sages ! — « ce n'est pas dans une augmentation des droits politiques qu'elle sera cherchée, mais dans une modification de la loi sur l'indigénat, dans l'exemption de la juridiction des tribunaux répressifs accordée aux anciens soldats et dans un droit de préférence pour les places accessibles aux indigènes. » On pourra le leur *promettre* en tout cas...

Voilà donc les Cuttoli satisfaits et les Arabes indemnisés ! Si la gloire de servir « notre » République ne leur suffit pas, c'est qu'ils ont mauvais caractère. Car, s'ils ne sont pas d'affreux ingrats, c'est bien pour eux la pensée la plus réconfortante de se dire que, grâce à leur concours, « la France pourra, dans quelques années, jeter sur sa frontière, au jour du danger, une vague formidable — ô poésie ! — de cent cinquante mille turcos » et qu'ils n'ont permis rien moins qu'une mesure « dont pourra dépendre un jour le salut de la Patrie... » Heureux indigènes !

Les premières opérations du recrutement sont commencées. Elle ont été marquées d'incidents significatifs. Il paraît que ces indigènes, bons pour obéir, ne sont pas tout-à-fait disposés à s'accommoder de la combinaison.

A la suite d'un décret communiqué confidentiellement aux préfets et maires des trois départements et enjoignant aux chefs de municipalité de faire établir la liste précise des jeunes gens de leur commune âgés de dix-huit ans, il fallut, les registres de l'état-civil étant insuffisants, avoir recours à des agents indigènes qui parcoururent les douars. Cette enquête, occultement menée, ayant été connue du public, plusieurs milliers d'Arabes descendirent en masse le 11 septembre devant la mairie de Rovigo, à 40 kilomètres d'Alger. Voici ce que dit à ce sujet M. Picinbono, dont j'ai parlé plus haut: « En cette occurrence, nous avons contre nous les femmes indigènes. On leur a annoncé qu'on voulait leur prendre leurs enfants pour les envoyer à l'armée. On les a vues s'arracher les cheveux, s'égratigner la figure et se présenter en larmes à leurs maris. — On vous a tout pris, disaient-elles. Vos terres, vos biens, votre liberté et vous laisseriez prendre vos enfants ? » Il ajoute: « Ces hommes sont venus sans armes pour bien prouver leurs intentions pacifiques, mais je suis convaincu que leur résolution est prise ; ils résisteront coûte que coûte à toute tentative d'enrôlement. » « Mourir pour mourir, disaient certains d'entre eux, nous préférons que nos enfants meurent avec nous. » Et il termine: « Du reste, ne croyez pas que la manifestation du 11 reste sans écho. Déjà on signale à Bouineau la même effervescence. Je suis persuadé que des incidents semblables se produiront partout, quand on voudra procéder aux formalités préliminaires du recrutement...»

Ce sont là des faits symptômatiques qui attestent éloquemment la répulsion profonde qu'éprouve l'indigène pour le nouveau rôle qu'on veut lui faire jouer. Il témoigne l'intention de résister et son attitude est loin de rassurer ses voisins abhorrés. Ils redoutent un mouvement, si les autorités persistent. Ils connaissent assez l'indigène et l'impatience contenue avec laquelle il supporte les brutalités et l'exploitation du vainqueur pour savoir qu'est possible l'insurrection, qu'un rien la suscitera. Et ils tremblent sous la menace de demain.

Que fera le gouvernement ? Voudra-t-il avoir le dernier mot et risquer l'aventure ? Qui sait ? Peut-être les troubles récents d'Indo-Chine lui inspireront-ils une prudence motivée... Et s'il s'obstine, que feront les indigènes ? Se terreront-ils davantage après un geste d'impuissance ou se lèveront-ils contre leur oppresseur d'un demi-siècle ? Et leur sursaut désespéré sera-t-il le signal du réveil des colonies ?... Il y a de par le globe des haines étouffées qui, de l'Asie à l'Afrique, explosent en craquements

intermittents. S'enlaceront-elles en faisceau de révolte contre l'empire implacable et honni des colonisations ?... Attendons l'avenir et ses événements.

STEPHEN MAC SAY

P. S. — Depnis que j'ai écrit ce qui précède, de nouvelles manifestations ont eu lieu en Algérie. A Trézel, à Aumale, à Saint-Pierre-Saint-Paul, à Fouka, à l'Arba, à Médéah, des groupes d'indigènes sont veuus protester devant la mairie. Les autorités ont dû, en plusieurs endroits, cesser le recensement. On s'en tiendra, dit-on, aux listes quinquennales ; mais elles fourmillent d'erreurs. Et puis, on n'aura fait qu'éluder, devant la menace, les opérations préliminaires du recrutement. Qne feront nos gouvernants, qnand viendra l'heure, autrement grave, de l'enrôlement ? Essaiera-t-on d'entraîner de force les Arabes à la caserne ? Ou l'audace des opprimés renverra-t-elle dormir dans les cartons l'œuvre patriotique de la conscription ?... Attendons...

S. M. S.

Crocs et Griffes

Ch. Rappoport, l'individu qui dépose ses ordures dans la feuille de chou guesdiste le Socialisme, *s'attire la répugnance générale. Lorsque l'on parle de Rappoport à un guesdiste, à l'air gêné de l'interlocuteur, on s'aperçoit du déplaisir que cause le sujet de conversation. Parmi les autres fractions socialistes, on rejette sans ambage l'imitateur de Chauvin, qui ne croit pas qu'il est de meilleurs moyens de combattre le syndicalisme révolutionnaire que de fusiller les camarades emprisonnés à Corbeil.*

*L'*Humanité, *qui compte pourtant des guesdistes dans sa rédaction, Duc Quercy, par exemple, et Cleuet et Renard, comme rédacteurs syndicalistes, exécute, par l'affiche suivante, ces jours derniers, le nommé Rappoport :*

AVIS

Pour **M. Ch. Rappoport :**
Gare à la machine à bosseler ;
Gare à la chaussette à clous.

La Rédaction de l'*Humanité.*

On lit dans le *Petit Parisien* du 13 septembre :

Les électriciens du génie

A la suite d'une décision prise en conseil des ministres, le général Picquart a décidé d'organiser dans les régiments du génie des sections d'électriciens pouvant connaître et faire fonctionner toutes les applications de l'électricité susceptibles d'être utilisées *pour la défense nationale :* éclairage, moteurs, etc.

Le général Picquart a adressé une circulaire aux commandants de corps d'armée pour leur donner des instructions en vue de l'organisation de ces sections d'électriciens.

C'est en exécution de ces instructions que l'usine électrique des Halles a été mise à la disposition de détachements de soldats du génie de la garnison de Versailles qui vont être initiés au fonctionnement des appareils électriques.

Nous voici maintenant bien fixés sur ce que c'est que la *défense nationale*, ensemble des moyens capables d'annihiler les efforts des ouvriers dans leur lutte contre le patronat, et cela grâce à ces ouvriers eux-mêmes déguisés en soldats et mis au service de ces patrons.

MICHEL PETIT.

Faites-nous des Abonnés

Pour les Critiques ignorants

III (1)

Enfin, les anarchistes sont encore accusés « de ne pas savoir tenir compte de l'évolution du progrès, d'attendre toute transformation d'un coup de force » !

Quelle erreur !

C'est parce qu'ils savent que la révolution n'est que la fille de l'évolution, que les anarchistes ne veulent pas attendre d'une majorité la réalisation de la société telle qu'ils l'entendent, qu'ils veulent, dans la société présente essayer de réaliser tout ce qu'il leur sera possible.

C'est parce qu'ils n'ont aucune confiance dans un coup de force pour transformer l'état social qu'ils repoussent la « conquête des pouvoirs publics », préconisée par les socialistes, préférant travailler à amener les individus à agir d'eux-mêmes, dans le sens de leurs conceptions.

Un coup de force, la main-mise sur certains rouages gouvernementaux, peut bien faire réussir une révolution politique qui n'aura que des changements superficiels à opérer, mais une révolution qui doit changer les rapports économiques des hommes entre eux, changer les bases de la propriété, abattre toute autorité, et lui enlever les chances de se reconstituer, il n'y a pas de pouvoir assez puissant pour accomplir ce travail de Titan. Pour le réaliser dans les faits, il faut l'opérer dans les cerveaux. Et lorsqu'une minorité assez forte se sera recrutée pour tenter de réaliser l'état social qu'elle aura entrevu, il faudra qu'elle ait préparé le terrain, déjà, dans l'ancienne société, par une façon d'agir ayant habitué les individus à la liberté qu'ils auront à établir.

⁂

Ce sont les parlementaires qui sont les représentants de la véritable méthode « catastrophique » puisqu'ils enseignent aux individus qu'ils n'ont à s'occuper de rien autre que de bien voter, pour voir un jour, lorsque la majorité le permettra, s'opérer la transformation de la société capitaliste en société libre, d'où auront disparu l'exploitation, le capitalisme, l'autorité, etc.

C'est parce qu'ils savent qu'il n'est au pouvoir de personne, pas davantage des majorités parlementaires, d'opérer des transformations aussi profondes que celles qui doivent être opérées pour, d'une société basée sur le conflit des intérêts, en faire une société où tous les individus seront solidaires, où le bien de chacun devra coopérer au bien de tous, où le mal de l'un sera ressenti par tous, que les anarchistes ne veulent confier à personne le soin d'opérer ce miracle et qu'ils disent aux individus qu'en attendant la possibilité d'agir comme des êtres libres, ils doivent, à chaque instant de leur vie, lutter par eux-mêmes, non pas en se répandant en plaintes et en récriminations, mais en agissant pour tenter de réaliser ce que permettent de réaliser les mailles de la société capitaliste — quitte à en faire craquer quelques-unes.

Ce n'est qu'en commençant dans l'état social présent à agir comme un être libre, solidaire de ses semblables que l'être humain arrivera à transformer une société ou chacun des membres ne peut espérer d'avancer qu'à condition que ceux qui lui barrent la route soient évincés, soit par accident, soit en « aidant » l'accident.

Ce sont ces changements insensibles qui, accumulés, amèneront les grands changements qui feront que les hommes ne voudront plus crever de faim au milieu de l'accumulation de richesses qu'ils produisent, être traités en esclaves dans une société qui se réclame de la liberté.

Or, en cherchant à amener les individus à réaliser par eux-mêmes ce qui répondra le mieux à leurs aspirations, les anarchistes sont bien plus près des lois de l'évolution que ceux qui, en habituant les individus à attendre toute modification en dehors d'eux, les rendent incapables de savoir se libérer.

⁂

Il y a, il est vrai, la révolution dont se réclament les anarchistes.

C'est que, tout évolutionniste que l'on soit, il faut bien constater que jamais aucune classe, détenant le pouvoir et la richesse, n'a jamais librement renoncé aux avantages qu'elle croyait être ses droits. Disposant des forces sociales, elles se défendront tant qu'il leur restera la force entre les mains et que l'ignorance des masses leur en fournira les moyens.

Il pourra bien s'opérer dans l'état social présent quantité de réformes qui auront surtout pour qualité de préparer la voie à des modifications plus profondes, il y en a une qui ne pourra s'opérer que par la force, c'est la reprise de l'outillage, du sol et du sous-sol.

Quelle que soit la force de l'évolution, elle ne peut créer une terre nouvelle — j'entends où pourraient émigrer les hommes qui habitent la nôtre. — A la rigueur, on peut refaire l'outillage, mais la terre et ses productions étant accaparées par une minorité d'oisifs qui entendent continuer à en vivre sans rien faire par eux-mêmes, toutes les autres réformes que l'on pourra tenter ne pourront avoir d'autre effet que de préparer — et nécessiter — la dernière : la mise à la libre disposition de tous, des moyens de production. C'est donc au conffit, à la révolution que nous mène la libre évolution des idées et des individus.

Et c'est pourquoi, tout en étant évolutionniste, tout en reconaissant que la révolution ne peut accomplir des miracles, et réaliser ce qui n'a pas été mûri par l'évolution, les anarchistes se préparent à la révolution. Toute évolution qui rencontre des obstacles sur sa route est bien forcée de les emporter de vive force ; plus la résistance est grande, plus violente doit être la force qui les brise.

Je ne dirai pas qu'il appartient à la bourgeoisie de ne pas exaspérer la force qui doit l'emporter. Elle-même doit suivre son évolution. On n'a jamais vu les classes possédantes renoncer librement à leurs privilèges. Et ce n'est, certes, pas la classe bourgeoise qui donnera l'exemple.

J. GRAVE.

(1) Voir les numéros 20 et 21.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Mouvement Social

La Situation. — L'instruction tire à sa fin, et si ce procès n'était pas l'œuvre d'une haine de classe qui demande à être assouvie, ce qui fait qu'aucune notion de justice n'intervient, le juge d'instruction devrait conclure à un non-lieu général.

Les dépositions des civils n'ont, pas plus que celles des militaires, pu donner un peu de vraisemblance aux accusations dressées contre nos camarades.

Après, dans le moment de fureur lâche, qui suit dans la bourgeoisie les heures de frousse, avoir dénoncé à tort et à travers, des ouvriers de Villeneuve et de Draveil, les commerçants et petits bourgeois de ces localités ont éprouvé une autre crainte — salutaire, celle-là — et n'ont pas maintenu leurs accusations ou se sont rétractés.

D'autre part, de nombreux témoins à décharge ont fait disparaître, pour les quelques camarades plus directement visés, tous motifs d'inculpations et de poursuites. C'est ce qui s'est produit pour Blondin, Sainton, Grimaud, Juille et Bousquet.

Un seul témoin à charge, a tenté de maintenir ses affirmations, et n'a réussi qu'à se faire prendre en flagrant délit de mensonge et à être l'objet d'une plainte en faux témoignage.

Depuis que la police a les honneurs de la scène et de la littérature, depuis l'engouement malsain qu'ont provoqué les aventures de Sherlock-Holmes, il est des individus qui ne rêvent, eux aussi, qu'à devenir de subtils policiers, et ne pouvant faire du mouchardage officiel, en font en amateur.

C est le cas d'un triste individu, nommé Alfred Maugras, architecte, habitant 97, boulevard Voltaire, à Paris. Ce mouchard, de l'espèce la plus abjecte, puisqu'il n'a pas l'excuse de faire ce métier pour boulotter, prétendait reconnaître Bousquet et Dret. Il racontait sans honte, qu'il avait suivi ces camarades pendant toute la journée des bagarres.

Mis en présence de Bousquet, il ne put pas le reconnaître. Il donna de nos amis des signalements inexacts. Enfin, convaincu de faux témoignage, ce sale pierrot n'a pu se dépêtrer de ses contradictions et de ses mensonges.

Ce mauvais début lui fera peut-être abandonner la carrière de mouchard, pour laquelle il a des dispositions naturelles, mais peu d'aptitudes.

Les journaux ont rapporté sérieusement que des soldats avaient reçu de l'argent de manifestants. Cette bourde a fait long feu. Il a paru, en effet, au juge, trop imbécile, de faire admettre que des ouvriers terrassiers, perdant une journée de salaire pour manifester leur solidarité, avaient le gousset assez garni pour acheter la troupe.

Des ouvriers en grève, achetant des régiments de cuirassiers et de dragons. C'était trop drôle !

Les ouvriers comptent sur mieux que des pièces de quarante sous pour arriver à ce que les soldats refusent d'être des fusilleurs.

On entendra, cette semaine, un autre témoin à charge, d'un genre particulier. C'est M. Thoyot, *délégué à la manifestation, à Villeneuve, du Comité d'action des syndicalistes royalistes* (?) Ces syndicalistes d'opéra-comique, ce sont tout simplement, jusqu'à présent, les rédacteurs de l'*Action Française*, Charles Maurras, Vaugeois, Para, Ernest Daudet, et Thoyot, comme délégué.

Donc, le délégué de cet intéressant groupement « Syndicaliste », doit être confronté avec Pouget et Griffuelhes. Si le juge n'a plus que cela à se mettre sous la dent, il pourra déposer le bilan de son instruction. La déconfiture sera complète, ce qui ne veut pas dire que nos amis nous seront rendus, car point n'est besoin de preuves, de charges, pour les gens qui composeraient le jury de Versailles. Être de la C. G. T., ça suffit en ce jour pour ne mériter que la prison ou le bagne.

Cependant, il ne faudrait pas s'étonner qu'usant d'une dernière crapulerie, le Gouvernement fasse libérer par un non-lieu les militants de la C. G. T., et fasse comparaître les travailleurs de Villeneuve et de Draveil, donnant ainsi l'occasion aux crapauds de la grande presse de baver sur les camarades et d'essayer de les déconsidérer.

Dans ce procès, parmi la vingtaine d'accusés, il n'y en a pas un qui ne soit plus qu'un autre compromis.

C'est la liberté pour tous qu'il faut, et si la liberté ne leur est pas rendue, ce sera la première besogne du Congrès de Marseille de décider la campagne à entreprendre pour la leur faire rendre.

❧ ❧

Le Congrès de Marseille. — Dès maintenant l'on peut prévoir que toute l'attention du Congrès sera accaparée par les deux questions de la R. P. et de l'antimilitarisme.

Tout a été dit pour ou contre la représentation proportionnelle.

Mais en vérité ce que désirent les organisations réformistes qui réclament cette représentation, ce n'est pas une véritable représentation proportionnelle, mais bien plutôt une représentation des majorités, et c'est cette intention non déguisée qui nous donne le droit de dire qu'aucune idée d'équité et de justice ne guide les protagonistes de la R. P., mais seulement la volonté d'exclure toute pensée et toute action révolutionnaire de la C. G. T. pour y substituer ses préoccupations réformistes et de paix sociale qui sont celles des têtes d'organisation comme les chemins de fer, le Livre, le textile, etc.

Notre opposition à la R. P. appliquée à la C. G. T. aurait moins de raisons, si déjà ce mode de représentation était appliqué dans les organisations au deuxième degré que sont les Fédérations. Mais dans aucune on ne respecte une forme véritablement proportionnelle de représentation. Les plaintes que fait entendre en ce moment la section typographique parisienne qui, à elle seule, forme la moitié de l'effectif de la Fédération, portent précisément sur ce fait que la R. P. n'existe réellement pas au Livre.

Il n'est d'ailleurs pas rare de voir dans les organisations qui réclament si bruyamment la R. P. que celle-ci est facilement reléguée au magasin des accessoires lorsque nos excellents réformistes jugent plus pratique ou plus prudent le vote ordinairement pratiqué.

Ainsi au Congrès du réseau de l'Ouest tenu l'annnée dernière à Sotteville tous les votes ont été émis à égalité d'homme, c'est-à-dire une voix par délégué et non une voix par 50 membres ainsi qu'on pourrait croire que cela se pratique aux chemins de fer.

Plus près encore au Conseil national du syndicat des chemins de fer, lorsque le vote a eu lieu sur l'expulsion du guesdiste Marius André, c'est à une voix par délégué et par appel nominal que cette opération a été effectuée.

Cette mise à l'écart de la R. P., lorsqu'elle est gênante est, je le répète, souvent pratiquée chez nos adversaires.

Les raisons qui sont données en faveur de la pratique de la R. P. à la Confédération ne sont donc pas les véritables.

En réalité ce qu'on espère chez les réformistes et les syndicalistes de gouvernement, c'est de profiter des premières surprises de la mise en pratique de la représentation tronquée pour éliminer de la C. G. T. tous les éléments révolutionnaires.

Ecoutez donc Basly qui mange maladroitement le morceau :

« Nous ne pouvons plus longtemps, sous peine de déchéance, tolérer qu'une poignée d'anarchistes qui ont trouvé leur chemin de Damas dans les Bourses du Travail subventionnées par des municipalités socialistes, outrage la masse énorme des ouvriers conscients, organisés méthodiquement, pénétrés de leurs droits, et résolus à les imposer par la conquête des pouvoirs publics. »

Si au Congrès de Marseille la R. P. devait être admise et si elle l'était telle que la veulent les réformistes leur première œuvre au sein des Comités confédéraux serait celle à laquelle les convie Basly. En province plus qu'à Paris, on a besoin de savoir que sous les mots de représentation juste, équitable, se cache tout simplement une machine de guerre contre les ouvriers révolutionnaires. La grande faveur dont la R. P. est l'objet de la part des bourgeois et du gouvernement devrait suffire pour montrer aux travailleurs qu'elle recèle des pièges.

C'est Trouillot, ministre du commerce, qui s'exprimait ainsi lors de la modification du décret régissant la Bourse du Travail de Paris.

« Il est désirable que tous les syndicats admis à la Bourse, qu'ils aient ou non un local, aient le droit de vote pour la nomination de la Commission administrative, chaque syndicat disposant d'un nombre de voix proportionné au nombre de ses membres. Ce règlement pourrait s'inspirer des conditions de cotisations et de vérification imposées pour les élections au conseil supérieur du travail. »

Voyez d'autre part la réclame que le *Temps* fait à la R. P. et les louanges qu'elle lui décerne et vous serez fixé sur ce qu'en espèrent les patrons et les dirigeants.

❧ ❧

Toujours des poursuites et des condamnations. — Les antimilitaristes continuent à être l'objet de toute la sollicitude gouvernementale.

Nos camarades Victor Méric et Delannoy qui font, le premier le texte, le second les dessins de la publication *Les Hommes du Jour*, viennent d'en éprouver les douceurs.

Pour avoir représenté le général d'Amade en boucher et avoir prouvé que ce rapprochement était plus que justifié ils viennent tous d'eux d'être par la Cour d'assises de la Seine condamnés à un an de prison et 3.000 francs d'amende, c'est-à-dire le maximum.

J'aurais pour ma part beaucoup plus compris que la corporation des bouchers poursuive pour diffamation nos camarades, car les bouchers ne pouvaient qu'être médiocrement flattés d'être comparés à l'homme qui, à l'abri de tout danger, à une distance qui rendait toute résistance des Marocains impossible, fit bombarder un camp, broyant sous une pluie de projectiles plus d'un millier d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le tablier de Sanson convenait mieux que celui de boucher. Mais c'est paraît-il insultant pour un massacreur de profession d'être assimilé à un professionnel de l'étal.

D'ailleurs, ne voyons-nous pas que les lâches brutes que sont les flics ne peuvent suporter d'être comparés au paisible ruminant qu'est la vache qui devrait, lui plutôt, être indigné d'être assimilé au flic.

❧ ❧

Agents de division. — J'ai fait connaître ici les tentatives de désagrégation syndicales commises par les guesdistes dans certaines localités. On se souvient encore de leur impuissant effort de Grenoble. C'est à Brest maintenant que ces éternels diviseurs tentent de faire leur mauvaise besogne. Je montrerai d'ici peu le désastre qu'a causé dans cette ville qui synthétisa par sa vigoureuse action syndicale le réveil économique de la Bretagne, l'intervention de la basse politique électorale.

La politique a tué l'organisation syndicale à Brest et dans la région. Les luttes d'individualités pour l'accession aux mandats municipaux, a semé des haines profondes et nos camarades libertaires perdant toute clairvoyance n'ont pas su laisser les seuls socialistes barboter dans tout ce marécage politique.

La municipalité socialiste, qui a donné sur les capacités des socialistes en ce qui concerne l'administration des choses un exemple lamentable, a été une des premières à se dresser contre la Bourse du Travail et à l'attaquer.

Tout cela aura besoin d'être revu en détail. Contentons-nous pour le moment de signaler que les guesdistes ne trouvent pas que les ruines soient assez complètes à Brest. Les débris d'organisation syndicale qui ont résisté au vent de destruction les inquiètent encore.

Le *Socialisme* encourage et préconise les moyens dont les politiciens brestois se servent pour finir de désorganiser et il cite avec complaisance les lignes suivantes écrites dans l'*Egalitaire*, organe des socialistes brestois, du 5 septembre :

« Comme il nous faut un syndicat puissant (pourquoi avoir détruit celui qui existait ?) et non un embryon de syndicat, il n'y a pas à tergiverser davantage.

« *Nous devons, s'il le faut, aller jusqu'à la rupture complète.* La Bourse du Travail n'est qu'un local comme un autre ; avec notre argent nous pouvons aller ailleurs et cela nous coûtera moins cher. »

Il n'est rien de tel comme haut fait pour un guesdiste bien orthodoxe que de détruire une organisation syndicale. Qu'importe au pape de ces sectaires puisque un syndicat ça a la valeur d'un cachet de vingt-cinq sous. Jamais les guesdistes n'ont créé un véritable syndicat ouvrier, au contraire, ils n'ont su en pénétrant dans quelques-uns que les détruire ou les transformer en groupes électoraux.

On ne marche plus. — La ville de Nîmes doit inaugurer la statue de Bernard Lazare. A l'occasion de cette édification les journaux nationalistes et antisémites mènent beau tapage et menacent d'interrompre cette solennité où les profiteurs de l'affaire Dreyfus doivent se congratuler.

Inquiets des menaces nationalistes, les bons radicaux qui n'ont jamais brillé par l'excès de courage, font le geste de détresse et embouchent la trompette d'appel des benoîtes poires de travailleurs qui, espèrent-ils, sont encore capables de renouveler les fumisteries de Longchamps et du Triomphe de la République. La *Dépêche de Toulouse* et autres organes radicaux du Midi font appel aux militants « socialistes, syndicalistes et libertaires ». Oui-da vraiment, vous pensez que le triomphe des « ex-camarades » de l'Affaire et la façon dont ces triomphateurs se conduisent vis-à-vis de la classe ouvrière n'a pas servi d'enseignement. Vous avez une idée exagérée de la jobardise populaire.

Non, non, messieurs, nous ne marchons plus.

Bourgeois, radicaux et nationalistes, catholiques et juifs, les prolétaires que le syndicalisme instruit vous mettent tous dans le même sac et dans la statufication de Bernard Lazare, le peuple ne verra qu'une preuve de plus qu'il a été dupe dans l'Affaire qui mit aux prises deux fractions bourgeoises. Si donc, à cette occasion, bourgeois nationalistes et bourgeois radicaux se crêpent, populo formera galerie et comptera les coups. Le rôle de bouclier ne nous convient plus.

Les Auxiliaires. — L'on s'indigne, avec raison de la mauvaise foi évidente que montre la grande presse dans les relations qu'elle donne des agitations ouvrières. Mais cette indignation est surtout produite par le dégoût que l'on éprouve à entendre mentir sciemment des gens, ouvriers ou bourgeois, car, en définitive, la Presse, dans sa presque absolue unanimité, est une entreprise capitaliste, chargée de maintenir le régime et payée pour cela.

Mais combien cette indignation devient plus profonde, lorsque le même langage, chargé de mensongères et calomnieuses allégations, est tenu dans des organes ouvriers, dans des journaux syndicalistes, qui n'ont même pas pour excuse d'avoir le jugement faussé par des parti-pris politiques.

Dans l'organe du Syndicat de la Fédération nationale des ouvriers Dockers, l'*Ouvrier des Ports*, je découpe, dans une critique qui est plutôt un réquisitoire sans bonne foi de l'action directe, ces lignes :

« Je pense et je dis, au grand scandale des pêcheurs en eau trouble, que l'argent des Syndicats de province, d'ailleurs trop centralisé à Paris, devrait avoir *une affectation beaucoup plus utile que celle d'acheter des revolvers*, de confectionner des placards anarchistes ou de subvenir aux besoins des camarades emprisonnés, victimes de leur haine de la Société.

« Je serais bien curieux de connaître le montant des sommes versées par notre organisation centrale, pour nos grévistes de province. »

A l'heure où ces lignes paraissent, le juge d'instruction cherche encore à l'aide de quels témoignages il pourrait bien prouver que cette infamie — les achats de revolvers par la Confédération — jetée dans la circulation par les reptiles du journalisme, a quelque vraisemblance ; si la presse ouvrière prend ce mensonge à son compte et lui donne créance en l'accueillant, comment nos amis emprisonnés s'en défendront-ils ?

Je connais, dans cette organisation, des camarades sincères et droits : Agugnier, Besset, Friol, Roch, etc. Or, leur signature figure dans ce journal ; côte à côte, de celle de l'auteur de l'article que je cite. Il ne peut être supposable, pourtant, qu'ils se solidarisent avec cette action indigne, qui fait de son auteur un auxiliaire de la répression contre la Confédération.

CH. DESPLANQUES.

ÉPINAL

Congrès socialiste. — La fédération socialiste vosgienne a tenu son congrès annuel à Raon-l'Etape. Rien à dire des idées et tactiques, c'est le vulgaire Nègre blanc.

Le rapport du secrétaire accuse 600 cotisants, au lieu de 700 en 1907, naturellement ce sont les anarchistes et les réactionnaires qui sont cause de ce recul.

Pauvres et mièvres socialistes que ces gens qui s'effondrent au souffle de la réaction !

La part que nous attribue le secrétaire dans leur parti est indéniable, mais notre mérite n'est pas grand, tant les parlementaires et les socialistes nous ont donné d'armes contre leur politique et leur attitude. Les directeurs du socialisme vosgien notamment ont fait tout leur possible pour se discréditer ; alliance louche avec les pires rongeurs du prolétariat, qu'ils fustigeaient la veille. Trouvant *tout naturel* de faire élire des radicaux, et en même temps les traitant de « felons et de traîtres auquel un ouvrier ne pouvait donner sa voix *quelle qu'en soit la raison* sans être le dernier des imbéciles et des valets (1) » Traitant Clemenceau des pires insultes, tout en allant furtivement prendre les ordres électoraux chez son préfet !

Et tout fraîchement la dégoûtante attitude de Pernot, vis-à-vis les typos grévistes, amenait 3 démissions au groupe socialiste d'Epinal !

On le voit. Notre tâche a été facile avec de pareils adversaires.

Une autre cause des pertes socialistes provient de ce que certains groupes, et certaines unités des autres, étaient vaguement radicaux, et bouffeurs de curés exclusivement, or ceux-là se retirent du socialisme qu'ils croient, à tort, capable des pires méfaits révolutionnaires.

« Et voilà pourquoi madame votre fille est muette ». D'ailleurs les gaffes et saloperies ne sont pas terminées, la tête du mouvement restant toujours sous le couteau *argenté* de la réaction radicale.

V. LOQUIER.

SAINT-ETIENNE

Mœurs socialistes. — Le 3 septembre, Bouveri et Colly donnaient une conférence où l'on devait causer des emprunts russes, du prolétariat de la mine et de l'arbitraire clémenciste.

Quelques copains, profitant de l'occasion, étaient venus avec des brochures et des journaux à distribuer. Mais au moment de pénétrer dans la salle (leur billet d'entrée à la main), il se voient arrêtés par les deux *citoilliens* chargés du contrôle, sous le prétexte qu'ils étaient anarchistes.

Les camarades protestèrent, on faillit en venir aux mains. Cependant lorsqu'un camarade eut causé de la chose à quelques auditeurs qui arrivaient, les deux partisans des théories socialistes, contempteurs de l'arbitraire gouvernemental, se décidèrent alors à laisser entrer les camarades, mais sans journaux, ni brochures.

Malheureusement le chemin des concessions est si glissant qu'ils entrèrent avec armes et bagages. Et il fut fait une bonne vente de brochures et une distribution de journaux.

Un camarade fait un brin de contradiction, le président lui répond qu'il rejetera le bulletin de vote lorsqu'il aura trouvé un meilleur moyen d'émancipation.

L. COPIN.

(1) *Ouvrier vosgien*, 14 juin 1908.

Mouvement international

ANGLETERRE

La majeure partie des journaux ont eu quelque chose à dire sur l'Exposition franco-britannique, et l'*Industrialist* en parlera, lui aussi. L'Exposition est un solide monument, élevé en l'honneur de la stupidité et de la traitrise du mouvement Trade-Unioniste. Alors que les membres de l'Union des Travailleurs du Gaz demandaient double salaire pour la journée du dimanche, les membres de l'Union des Travailleurs du Bâtiment travaillaient au tarif ordinaire, plus deux shellings, et leurs chefs ne faisaient rien pour les en empêcher. Les travailleurs des restaurants Lyons sont abominablement exploités, dit la Revue, sans doute à seule fin que le seul et unique Joseph Lyons puisse paraître généreux devant l'esprit public, qui entend souvent parler de ses dons aux hôpitaux, mais fort peu des grèves auxquelles ses employés ont recours en divers endroits pour se faire respecter.

Quand Mr J. Lyons aura fait quelques nouvelles donations, il deviendra un « Sir » en temps voulu, sans aucun doute ; et s'il jette assez d'argent en diverses directions, il sera éligible pour entrer dans « notre vieille noblesse ».

(*The Industrialist*, août 1908.)

AMÉRIQUE

New-York. — Clarence S. Darrow, l'avocat socialiste qui défendit les trois mineurs Haywood, Moyer et Pettibone se trouvant dans l'Est, fut demandé par le parti socialiste pour une Conférence. En période électorale, ils croyaient que Darrow aurait pu leur raccrocher des électeurs, mais, dans sa Conférence, il se montra révolutionnaire, et attaqua même la tactique du parti socialiste ; nous devons admettre, dans toute sa signification, a-t-il déclaré entre autre, les paroles de K. Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », et nous devons admettre l'émigration, sans aucune restriction : « *Ce que le parti socialiste aux États-Unis combat.* ». Ce ne pourra que faire avancer le jour de la Révolution libératrice.

Le lendemain, les journaux socialistes le traitaient d'utopiste, d'anarchiste ; disant : « Il est un fait certain, indéniable, c'est que la plupart de l'élément bourgeois qui vient au parti socialiste est anarchiste, ou en a les tendances, c'est-à-dire : est utopiste. ».

Darrow ne fera plus de Conférences sous les auspices du parti socialiste dans l'Est ; s'il est membre de ce grand parti scientifique, il n'est pas loin d'en être chassé.

C'est par centaines de mille que les unionistes ont paradé au *Labor day*, jour du travail ; rien n'est plus écœurant que de voir ces esclaves, en tenue de travail, fêter leur servitude. A New-York, il y avait une réunion de Sans-Travail ; notre camarade A. Berkmann voulut y prendre la parole, mais il fut expulsé de la salle et arrêté pour perturbation, ainsi que Mary Smith qui protestait. Berkmann fut condamné à cinq jours de travaux forcés, et M. Smith à 10 dollars d'amende.

La crise est loin d'être terminée ; il y a toujours des milliers de sans-travail, dans les grands centres principalement, mais toujours aussi des résignés. Les journaux nous donnent l'explication de cette résignation, dans un article qui fait le tour de la presse, et qui a pour titre : « Gompeers et ses 2.000.000 d'hommes. » — *National Federation of Labor :*

« Les ouvriers supportent leurs souffrances avec une patience vraiment patriotique. Quand l'on pense aux grandes grèves sanglantes des Chemins de fer, en 1877 et 1894, des Aciéries de Homestead en 1892 (c'est pour avoir défendu ces derniers grévistes que A. Berkmann fit quinze ans de bagne), grève des Mineurs en 1902 ; cette admirable tranquillité industrielle, sous des conditions exaspérantes, ne peut que nous rassurer ; cette tranquillité est surtout due à ce que le travail et le capital organisés sont arrivés au plus haut point de développement et ont produit des contrats de concilation qui remplacent avantageusement les grèves et les révoltes. »

Et voilà nos unionistes américains ! Ils sont des tueurs d'énergie. Il y a pourtant des limites à tout.

JULES FONTAINE.

Mise en liberté de Steeve Adams. — Steeve Adams, de la *Western Fédération of Miners*, accusé du meurtre d'Arthur Collins, directeur de la Tellivide Mine, a été acquitté le 15 juillet dernier. Sa soi-disant confession a été écartée par le juge Schackleford et un alibi en faveur de l'accusé fut appuyé par huit témoins.

Avec la justification et l'acquittement de Steeve Adams, écrit le *Miners' Magazine*, l'heure a sonné pour les « Mine-Operators » de se retirer de la lumière du plein jour et d'inventer d'autres méthodes pour ruiner la « Western Fédération ». Les « Opérators » se sont servis des scheriffs, des tribunaux, de la milice d'état, et des troupes fédérales pour détruire l'organisation des travailleurs de l'Ouest. Pourtant, l'étendard de la Fédération continue à flotter au vent, pour donner espoir et courage à tous ceux qui luttent pour la libération du travail.

(*Common Sense*).

⁂

Georges Pettibone. — Le 3 août dernier un des membres les plus estimés de la « Wester Federation of Miners », Georges Pettibone, est mort à l'hôpital Saint-Joseph, à Denver, des suites d'une opération d'un cancer à l'estomac.

Depuis son emprisonnement dans le pénitencier de l'Etat d'Idaho, qui dura plus d'une année avant le procès de Boise, il était malade. D'une constitution délicate, affaibli par le mal dont il souffrait, Pettibonne ne put supporter la séparation brutale de ceux qu'il aimait, et le régime de la prison a fortement contribué à abréger ses jours.

Emma Goldman écrit que parmi toutes les figures intéressantes qu'elle a eu l'heur de rencontrer sur sa route, celle de Pettibone brille comme une étoile au firmament. Lorsqu'elle le vit à Los Angeles, affaibli et amaigri par suite des souffrances physiques endurées, mais montrant cependant un visage plein d'espoir et de joie, elle comprit alors quel reconfort dut être sa présence pour ses deux camarades de prison,

Entre autres choses Pettibone lui parla du crime de Chicago, du procès de 1887 qui contribua beaucoup à l'éveil de son esprit de révolte. Il parla du procès Haywood, qui semblait d'abord être une seconde édition du 11 novembre, mais qui fut au contraire une victoire pour le prolétariat américain. Il raconta ses aventures avec les Pinkertons, ces limiers des capitalistes, et dit comme il se joua de leur stupidité et de leur ignorance. Enfin, il rappela que les autorités avaient cherché à le faire marcher contre ses camarades « Voyez-vous çà ! Ils firent appel à l'intérêt, ils me montrèrent toutes les chances que j'aurais d'être libre et de gagner de l'argent. Les malheureux ! Ils ne savaient pas que j'aurais mille fois préféré la mort que de faire tomber un cheveu de la tête des compagnons. » Et Goldman se rappela avoir entendu autrefois des paroles semblables. « Moi, s'écriait Albert Parsons, moi le seul américain parmi les hommes arrêtés, vous voulez que je me libère, en resserrant le nœud autour du cou de mes camarades. »

Vingt ans après le meurtre de Parsons, Georges Pettibone mourait, lui aussi, victime de la haine féroce des capitalistes.

ARISTIDE PRATELLE.

⁂

Le *New-York Journal* nous apprend que les banquiers de Pittsbourg vont faire photographier leurs employés d'après le système Bertillon et qu'ils prendront note également de leurs précédents emplois, de leurs croyances religieuses, des annales de leur famille et de leurs opinions politiques. C'est ainsi que sont traités les prolétaires en habit noir dans « la patrie des vaillants, la terre des hommes libres. »

(*The Industrialist*).

⁂

Le gouvernement russe voyant que les autres pays, dans la personne de leurs gouvernants, accueillent favorablement sa politique de réaction croissante, devient de plus en plus audacieux. En ce moment il essaye d'établir dans chacun des pays où les révolutionnaires russes réfugiés étaient habitués à trouver un asile, des précédents qui lui permettraient de demander désormais l'extraction de qni il voudra. Nous avons eu le cas de Vassiliev, en Suisse ; nous avons maintenant le cas de Pourin aux États-Unis. Pourin est un révolutionnaire letton, un paysan qui, avec beaucoup d'autres, a pris part à la révolution dans les provinces baltiques d'il y a bientôt trois ans. La révolution écrasée, il se réfugia en Amérique. Or, il y a plusieurs mois, le gouvernement russe a demandé son extradition, sous prétexte que les actes révolutionnaires auxquels il avait participé sont non pas des actes politiques, mais des actes de simple brigandage. « Interprétation commode à laquelle tous les gouvernements sans exception, ont toujours recours. »

L'affaire a passé par différentes instances et au cours de la procédure, les réfugiés russes de tous les partis, ainsi que quelques américains — non pas même des révolutionnaires, mais simplement des libéraux un peu honnêtes — ont fait tout ce qui était possible pour arracher Pourin des griffes du tzar.

Mais, que pouvaient les arguments juridiques les plus incontestables contre des raisons de ce genre, fournis aux juges américains par le délégué du gouvernement russe : « Des gens comme Pourin sont dangereux non seulement pour nous, mais aussi pour vous ; il serait absurde de votre part de donner asile à ceux qui menacent l'ordre partout où ils sont. Pourin est donc un ennemi commun que vous auriez bien tort de protéger. » Et les gouvernants américains l'ont bien compris : nous apprenons que l'*extradition de Pourin est définitivement accordée*. Il ne reste maintenant à ses défenseurs qu'une seule ressource : une pétition au Président.

En ce moment, une énergique agitation — meetings, campagne dans les journaux — est menée pour recueillir le nombre de signatures nécessaires pour donner à cette pétition quelque chance d'être favorablement accueillie. Nous doutons cependant quelque peu du résultat.

M. C.

République de meurts de faim. — Notre camarade Jules Fontaine a cité récemment plusieurs faits caractéristiques montrant dans quel épouvantable état de misère se trouvaient des milliers de petits écoliers new-yorkais (1). En voici quelques autres.

D'après *Solidarity*, des milliers d'enfants de l'East-Side, vont chaque jour à l'école sans avoir déjeûné. Ils ne prennent point de repas le midi et le soir n'avalent que quelques miettes avant d'aller se coucher.

Nombre d'entre eux restent sans nourriture deux jours par semaine en moyenne. Beaucoup se son évanouis à l'école par suite du manque de nourriture. Les maîtres d'école disent que ces enfants ne sont pas les rejetons de gens paresseux ou vicieux, mais qu'ils font partie de familles d'honnêtes gens, qui veulent bien travailler, mais ne peuvent trouver à se placer. Nombre d'enfants ont été restaurés, grâce à des instituteurs qui leur ont acheté du lait et des biscuits avec leurs propres sous.

En février dernier, le restaurant Adolf Lorber, dont le patron avait pris l'initiative d'offrir un repas aux petits meurt de faim, fut littéralement pris d'assaut. Le premier jour, à l'heure de midi, des milliers de mioches, venus de toutes les directions, se précipitèrent au restaurant Lorber, et en un instant, la rue fut pleine d'enfants qui se battaient tous pour entrer dans la place. La salle était déjà remplie, et les autres se battaient encore pour entrer. La fenêtre vitré du restaurant fût brisée. Les enfants avaient poussé un policeman dans la fenêtre. Trois repas de cinq cents enfants chacun eurent lieu. Avant une heure de l'après-midi, 1,500 enfants avaient déjeûné. Quant aux autres, ils s'en retournèrent le ventre vide. M. Lorber promit aux enfants de continuer à leur donner un repas chaque jour d'école, pendant toute la durée du mauvais temps.

Solidarity rappelle à ce propos que Mme W. B. Leeds, femme d'un millionnaire, fabricant d'étain en plaques, vient de perdre un procès contre le gouvernement, au sujet d'un collier de perles et que ledit collier lui revient ainsi au modeste prix de 450,000 dollars. Combien de pauvres petits bonshommes auraient pu être nourris avec l'argent qu'a coûté ce collier ?

A. Pr.

(1) *Les Temps Nouveaux*, 20 juin 1908.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

En réponse à la rectification insérée dans un de nos numéros, notre correspondant, *Pierre Quiroule*, nous écrit pour affirmer qu'il maintient tout ce qu'il a envoyé.

Nous avons inséré les deux versions. Aux camarades qui sont sur place d'apprécier quelle est la vraie ; nous n'avons aucune raison de suspecter plus l'une que l'autre.

⁂

ITALIE

Guet-apens. — Contre le syndicalisme en Italie on mène une guerre d'infamies. Contre ses méthodes et contre ses hommes on tente le guet-apens à l'aide d'embûches de la pire espèce. Toute la férocité loyolesque des politiciens social-démocrates s'est déchaînée avec la solidarité de gens qui défendent les mêmes intérêts et pour les mêmes buts. Les réformistes en tête, inspirés par les députés dits socialistes, suivis de tous les champions politiques de la bourgeoisie, appuyés par la presse servile et soudoyée, ont vidé le sac des plates injures, des âneries grossières contre les syndicalistes. Ils ont enfin lancé aux talons d'Arthur Labriola et de Henri Leone, un *guitto* de la civilisation, un mélange de présomption, de venin et d'ignorance, le russe Georges Plekhanow.

Si la grève de Parme eût triomphé, elle eût suffi à donner un coup décisif au réformisme, et voici que du sanhédrin romain, du Saint-Office de l'*Avanti* les têtes couronnées, les bien-pensants des organisations soumises et dévouées à la Confédération de Rigola et de Quaglino ont lancé l'anathème solennel, ont mis à l'index les dirigeants du mouvement ouvrier parmesan, ont couvé la trahison, coupant les vivres aux grévistes, diffamant de manière indigne quiconque était resté fidèle à la direction tracée par les représentants légitimes des syndicats ouvriers en lutte.

Toutes les voies les plus louches ont été tentées pour tronquer l'héroïque grève agraire de Parme. Au début de la lutte, les réformistes ont offert une solidarité mesurée, sans prétentions d'intervenir dans le camp directeur, réservé seulement à ceux qui avaient été proposés par la masse à la direction de la grève ; puis, avec les moyens qui réussissent aux hommes supérieurs, ils ont cherché à pénétrer dans les zones en grève ; puis, avec des demi-phrases, par l'insinuation, par le découragement, ils ont tenté de désagréger les forces, de les affaiblir, de les préparer à se rendre.

Ensuite ils ont donné moralement un soufflet à la Bourse du Travail de Parme en ouvrant dans les colonnes de l'*Idée* une souscription pour la grève et les grévistes pour changer ensuite indélicatement la destination des fonds recueillis sans le consentement des souscripteurs, dans le seul but d'affamer les héroïques paysans qui résistent avec tant d'opiniâtreté et d'esprit de sacrifice à l'*Agraria*, à la réaction gouvernementale, aux infâmes et féroces condamnations des juges bourgeois.

Ils ont cherché à ranimer dans les rangs du prolétariat les plus mauvais instincts de l'égoïsme en affirmant que pour d'autres grèves et d'autres agitations on ne faisait point appel à la solidarité des travailleurs comme pour celle de Parme.

Les corbeaux qui se sont abattus à Parme avec le bec ouvert et la gorge prête à avaler, ont proclamé que la grève agraire est terminée. Ils disaient : en parler est un mensonge, une turpitude. Les réformistes si prompts aux enquêtes pour constater de visu la réalité de la grève n'ont point pensé à vérifier les conditions des propriétaires, leur état, leurs conditions économiques, les lettres de change qui se renouvellent et les intérêts qui s'accumulent. Evidemment les agrariens devaient être laissés en paix, tandis qu'il était urgent de préparer le piège le plus honteux à la masse des grévistes. La réaction du gouvernement fut vaincue par les héros de Borgo Carra, la magnifique résistance des travailleurs de la terre a frappé à mort les propriétaires terriens ; mais les chacals du groupe parlementaire et de la Confédération ont prêté main-forte à ceux de l'*Agraria*, ils

ont accompli le dernier acte de suprême vilenie.

Nous ne sommes nullement surpris en face des évènements de Parme. Les précédents de ceux qui veulent à tout prix se proclamer les tuteurs du prolétariat avaient déjà rompu les ponts et fait tomber les masques de mensonge, montrant au prolétariat l'œuvre de ruine des politiciens réformistes.

Désormais tous sont contre nous. De toutes les fractions de la bourgeoisie contre les syndicalistes et le syndicalisme — qui est l'expression la plus vraie du droit ouvrier — on mène une guerre féroce, sans trêve, implacable.

Camarades et travailleurs d'Italie, défendons-nous ; arrivons au moins entre nous à être tenaces, aguerris, solidaires.

Le moment que nous traversons est peut-être décisif pour l'avenir des syndicats. Nous avons pour tous le sentiment d'avoir avec nous le cœur bon et généreux du prolétariat italien. Oui, nous nourrissons cette noble et légitime confiance.

Préparons donc notre défense par un pacte de solidarité, d'aide réciproque, pour isoler nos dénigreurs. Empêchons à tout prix qu'ils traînent les organisations ouvrières soumises, humbles et repentantes au pied de l'Etat et du capitalisme exploiteur.

Parmi toutes les organisatious encore fidèles aux principes de la lutte de classe la plus rigide et de l'action direete nous lançons cette proposition :

Qu'on fixe à Parme, au cœur du plus héroïque mouvement ouvrier, un congrès national qui soit imposant, solennel, auquel pour aucune raison ne doivent manquer *les nôtres,* et là, inspirés au souffle de solidarité pour nos frères de Parme, organisons-nous nous-mêmes, accordons-nous en un pacte de défense, resserrons en un faisceau puissant de force et de vie quiconque est prêt à l'action, décidé à sauver du péril réformiste les organisations italiennes.

En ce moment où la fourberie nous enveloppe de ses mille tentacules, la paresse serait une lâcheté que le prolétariat italien ne nous pardonnerait jamais.

GUIDO PASELLA.

(Extrait de la *Scintilla* (l'Etincelle), journal de la Bourse du Travail de Ferrare, du 18 juillet 1908).

RUSSIE

Les Exilés. — La lettre suivante, envoyée récemment au *Daily Mail,* par un correspondant de Russie, nous fait connaître l'affreuse situation des exilés russes. La lettre fut écrite par un exilé, au village de Silka, près de Yarkhansk, gouvernement de Vologodsk :

« Cher ami,

« Vous me demandez de décrire notre situation. Je vais la décrire, malgré que les nouvelles que j'aurai à vous donner soient fort peu réjouissantes. Dans le cours de l'année dernière, la situation des exilés est devenue de plus en plus mauvaise, au point de devenir intolérable, par suite du nombre énorme de convicts entassés dans chaque station.

« Voici Silka, par exemple. C'est un village d'environ 800 âmes, daus une région très sauvage et très pauvre. Jadis, le nombre des convicts y était de 60 à 70. Aujourd'hui, nous sommes 400.

« Aucun bâtiment pour notre usage. Dnns une seule chambre, jusqu'à 45 hommes doivent dormir. C'est avec la plus grande difficnlté que nous pouvons laisser un espace séparé pour les exilées.

« Avec les misères de l'entassement, nous souffrons continuellement de la faim et du froid. Le Gouvernement nous a alloués 15 francs par mois pour le logement, le blanchissage, l'habillement, la nourriture, le combustible. En ces derniers mois, cette princière allocation a été réduite à 12 francs 50. Comme on ne peut trouver de travail, il est absolument impossible de gagner le moindre sou. On a terriblement besoin d'argent, et tout est terriblement cher ici.

« En vérité, nous serions morts de faim si nous n'avions été sauvés, grâce à la superstition des paysans. Leurs scrupules religieux leurs défendent de manger du lièvre « parce qu'il n'a pas le pied fourchu ». A cause de cela, le lièvre qui abonde est la seule nourriture à bas prix. Nous ne mangeons donc que du lièvre, du lièvre et encore du lièvre, tout le long de l'année.

« Le genre de vie décrit ci-dessus, contribue à ruiner l'esprit des exilés. Il occasionne une épidémie de suicides, laquelle va sans doute devenir plus intense avec les chaleurs. Trois hommes et trois femmes se sont donnés la mort dans la dernière quinzaine. Nous avons eu de nombreux cas de suicides. et, hélas ! nous en aurons bien d'autres. Ici, l'existence est intolérable, et elle ne nous laisse que le choix entre la folie et la mort. Nous préférons la mort. »

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de l'affaire Dreyfus, tome VI. **La Revision,** par J. Reinach, 7 fr., chez Fasquelle.

Dans ce tome VI et dernier, M. Reinach raconte en passant l'histoire politique du ministère Waldeck, puisque, durant toute l'affaire Dreyfus, et longtemps après, la politique n'en fut que le contrecoup.

Revenant sur le procès de Rennes, il dit quelques mots sur les dissentiments qui éclatèrent entre Dreyfus et Labori. Si ce dernier ne prit pas la parole au procès, c'est bien comme le pensaient ceux qui bataillaient en marge, sans être initiés aux secrets de l'état-major Dreyfusard, c'est que, on voulait bien arracher l'acquittement de Dreyfus, l'arracher du bagne, le réhabiliter, mais en ménageant l'état-major militaire, sans sortir tout le dossier de faux et de crapuleries qui auraient forcé à envoyer au bagne, remplacer Dreyfus, quelques gros bonnets de l'armée. Les mêmes raisons qui avaient poussé les galonnés à entasser faux sur faux pour maintenir Dreyfus au bagne, fermaient la bouche de ses défenseurs lorsqu'il s'agissait de crever cet amas de pus qu'est l'armée !

Et ce sont bien là des calculs de politiciens retors. Ils pouvaient — et ne se sont pas fait faute de le ressasser — proclamer bien haut, leur respect de l'armée, démontrer qu'en poursuivant l'ignominie de quelques-uns, cela n'en entachait en rien du reste, l'honorabilité qu'aucune collectivité, en somme, n'est responsable de l'indignité de quelques-uns de ses membres. Et en mettant la main sur les faussaires, ils trouvaient la preuve des faux, les empêchaient de recommencer le coup de la pièce secrète. Ils entraînaient ainsi l'acquittement haut la main.

Oui, mais la preuve des faux forçait à des poursuites, à des condamnations. C'était la démonstration par le fait que ce parangon de toutes vertus, comme on veut, à toute force nous représenter l'armée, peut fort bien abriter de franches crapules, et l'armée doit rester intangible ! Tandis qu'en laissant les faussaires impunis, les accusations restaient imprécises. Ce n'était plus que de la polémique dont chacun prend ou laisse.

Le résultat de cette tactique fut ce qu'il devait être. Les faussaires se présentèrent au procès plus arrogants que jamais, jurèrent leurs grands dieux qu'il existait des preuves dont la divulgation présentait les plus grands dangers.

Mercier agit ou fit agir secrètement sur quelques membres du tribunal, qui, dans l'incertitude accoucha d'un verdict mitigé qui contenait sa propre réfutation ; mais força les amis de Dreyfus à avoir recours au vote d'une loi d'exception pour pouvoir poursuivre la réhabilitation, à lui ouvrir pour ainsi dire une porte dérobée, au lieu de l'avoir éclatante, lumineuse.

Ce que l'on gagne, parfois, à vouloir être trop malin.

M. Reinach ne peut pardonner aux socialistes de se croire les principaux artisans de la revision. Quant aux anarchistes, lorsqu'il en parle, ce n'est qu'avec mépris.

Tout doux, M. Reinach ; si la lutte de procédure menée plus ou moins habilement par les politiciens de votre trempe, a réussi à détruire une injustice, si plus efficace encore, furent les efforts de toute une élite de savants, d'artistes accourus de toutes parts à l'assaut de l'infamie, vous oubliez trop que toutes ces protestations ne purent se produire que du jour où les anarchistes culbutèrent la clique nationaliste, jusque-là maîtresse de la rue, et assurèrent aux Dreyfusards la liberté de la tribune, le libre accès du prétoire.

Si quelques-uns surent faire payer leurs services, encore une fois, il n'y a pas de collectivité qui ne contienne de brebis galeuses. En tous cas, bon nombre, qui ne sont pas anarchistes s'ils furent désintéressés à cette époque, ont bien su se récupérer depuis. Parmi ceux qui passèrent à la caisse, les anarchistes, fort probablement, furent les moins nombreux et la plupart d'entre eux furent tout aussi désintéressés que le millionnaire Reinach.

Sans doute ils virent dans l'affaire Dreyfus plus qu'une injustice isolée à combattre, ils virent davantage un système à détruire ; mais chacun ne combat qu'avec ses propres idées et c'était encore la meilleure façon de combattre l'iniquité que de la démasquer.

⁂

Vient de paraître, *La Mère Peinard,* hebdomadaire. Parc Saint-Maur (Seine).

Nous aimerions à souhaiter, sans restriction, la bienvenue à tout nouvel organe de propagande. Loin de croire qu'un nouveau journal soit un concurrent, nous estimons, que c'est un moyen d'activer la propagande lorsqu'il trouve son public.

Seulement, faire de la propagande, c'est élever les esprits, c'est purifier le goût, et nous ne croyons pas que le style de *La Mère Peinard* rentre dans ce cadre.

⁂

Nous avons reçu :

De la librairie Bertout, 5, rue de l'Echaudé :

Mon Oncle Benjamin, par C. Tillier, 1 vol., 2 fr.

Belle Plante et Cornélius, Tillier, 2 fr.

De la « Librairie du Progrès » :

Les Mystères du Peuple, par E. Sue, fascicules 24 à 40, 0 fr. 30 chaque.

Les Hommes du Jour, nos 34 et 35, Claretie, Allemane.

Dictionnaire La Châtre, séries 23-24, 0 fr. 50 chaque.

Influencia del Anarquismo, par Rufino Asenfo del Rio, chez Elvira Fernandez, rua Buen Orden, 1410, Buenos-Ayres.

Sindicalismo y Anarquismo, par L. Fabbri, 1 vol., chez Sempere, Valencia, Madrid.

A VENDRE

De la Tombola, il nous est resté une peau de Loutre, une d'Once et une de Chat-Tigre. Commercialement, au prix du gros, elles valent 50 francs les trois.

Nous les laisserions pour ce prix, s'il y a amateur.

Correspondances et Communications

COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE. — Sous ce titre, un petit nombre de militants, sans distinction d'écoles révolutionnaires, viennent de constituer un Comité d'action se donnant pour but de créer un courant d'opinion, en rétablissant la vérlté, en faveur des camarades emprisonnés à Corbeil, à la suite des événements de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges.

Ont d'ores et déjà adhéré à l'idée des initiateurs : Delalé, Clergeot, Janvion, Jobert, Francis Jourdain, Hermann-Paul, Lermina, Naquet, de Marmande, Tissier, etc,

Une souscription est ouverte pour parer aux frais d'organisation de réunions, de correspondances, d'apposition d'affiches, impression et distribution d'appels à l'opinion publique, etc.

Des listes sont à la disposition des personnes qui

voudront bien se charger de les faire circuler, et les retourner, une fois remplies, au trésorier du *Comité de défense sociale*, G. Ardouin, 86, rue de Cléry, Paris.

N. B. — Les membres adhérents au Comité seront convoqués par lettre individuelle à une réunion qui se tiendra lundi prochain, à 8 h. 1/2 du soir. Chacun des membres est prié d'apporter un projet d'appel à l'opinion publique, appel qui sera définitivement rédigé à cette réunion.

⁂

Les amis se rendant à Montargis trouveront bon accueil chez Chevalier, cultivateur à Villemandeur-le-Vieux.

⁂

NANTES. — Voici la liste ds sommes reçues par le camarade Marsac, pour Moreau :

Michel Petit, 5 fr.; Le Clerc, 2 fr.; Peyramaure, 3 fr. 30 ; Reçu de Paris, par l'intermédiaire des *Temps Nouveaux*, 5 fr.; Anonyme, Paris, 1 fr.; Casquet Gustave, 1 fr.; Levisagé, 2 fr.; Robert, Nancy, 2 fr.; D. F., Ottomvian, 1 fr.; Un Corse, du fond de son magasin, 2 fr.; Liste du camarade Cassin, 2 fr. 25 ; Liste du camarade Cassin Émile, 11 fr.; Liste du camarade Thierry, 5 fr.; Liste du camarade Monteille, 19 fr.; Liste du camarade Emile Massac, 22 fr. 30 ; Syndicat des Travailleurs de l'Arsenal d'Indret, 15 fr.; la *Guerre Sociale*. 10 fr. — En tout : 108 fr. 85.

CONVOCATIONS

◦ **Groupe Anarchiste du XVe arr.** — Réunion, vendredi, 2 octobre, à 8 h. 1/2. — Café des Trois-Portes, 139, rue du Théâtre. — Pour le nouveau local.

◦ **Asocio Paco-Libereco.** — Les cours gratuits d'Esperanto commenceront aux dates ci-dessous et se continueront les mêmes jours :

Le lundi, 5 octobre, de 9 h. à 10 1/2 du soir (cours élémentaire).

Le mercredi, 7 octobre, de 9 h. à 10 h. du soir. (Cours complémentaire).

A la *Bellevilloise*, 23, rue Boyer (XXe) :

Le mercredi, 7 octobre, de 9 h. à 10 h. 1/2 du soir (cours élémentaire).

A la *Maison Commune*, 45, rue de Saintonge (IIIe).

◦ **Grupo Libertaria Esperantista.** — Jeudi 1er octobre, à 8 h. 1/2, 2 *bis*, rue Lasson (XIIe arr.), dispositions à prendre pour la réouverture des cours, le 3 octobre.

◦ **Causeries Populaires**, 20 rue des Annelets. — Vendredi, 2 octobre. — 9 h. du soir. — Causerie entre camarades.

◦ **Groupe de Propagande et de Solidarité** (Union des Ouvriers Charpentiers de la Seine). — Réunion, mardi, 6 octobre, à 8 h. 1/2 du soir. salle Bondy. — Bourse du Travail. — Ordre du jour : « Les Accidents du Travail », par le camarade Quillent, du Conseil judiciaire.

◦ **Groupe Théâtral du XXe.** — Réunion, le mardi, 6 octobre, à 9 h. du soir, au siège du Groupe, *Maison du Peuple*, 37, rue des Gâtines. — Ordre du jour : Lecture de pièces.

◦ **École Libertaire.** — Mardi, 6 octobre 1908 :

Cours d'Éducation rationnelle, 2 *bis*, rue Lasson (XIIe). — Pour les enfants, des Cours ont lieu les mercredis et samedis, de 8 h. è 10 heures.

Pour les adultes, des Causeries et Conférences sont organisées. — Un Cours d'Esperanto a lieu tous les jeudis, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

En vente, aux Cours : *L'Education de l'Enfant*, par Léon Clément, 0 fr. 10, etc.

Pour tous renseignements : s'adresser ou écrire, 2 *bis*, rue Lasson (XIIe).

◦ **Groupe d'Éducation Révolutionnaire des XIe et XIIe arrond.** — Samedi, 3 octobre, réunion publique et contradictoire. Salle Sauret, 245, faubourg St-Antoine. Sujet : « La Grève générale Révolutionnaire », par un camarade du Groupe. — Entrée libre.

◦ **Maison du Peuple du 20e**, 57, rue des Gâtines. — Samedi 3 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée artistique et théâtrale au profit de la Maison du Peuple. Chants. *Le Triumvirat*, pièce en un acte tirée de Charlotte Corday de Ponsard, jouée par les camarades du Groupe théâtral. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 50.

◦ **Groupe libre d'éducation du bronze**, 123, rue Vieille-du-Temple. — Jeudi 8 octobre, à 9 heures du soir, Causerie par un camarade.

◦ **Groupe des propagandistes du 17e.** — Réunion éducative et contradictoire le samedi 3 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Nayrolles, 100, rue Cardinet (17e). Causerie par le camarade Agnès. Sujet traité : La propagande, son but, ses moyens.

◦ ASNIÈRES. — **Aube Nouvelle.** — Salle du Café du Théâtre, 8, Grande-Rue-d'Asnières.

Matinée, dimanche, 4 octobre, à 2 h. après-midi.

Conférence sur : « La Femme envers la Patrie ».

Auditions de chansonniers : Charles d'Avray, Maurice Doublier, Régina, Rollé, Gabrielle Noyau.

On jonera *Honnêteté*, d'Antonin Traters.

Entrée : 0 fr. 50.

◦ VANVES-MALAKOFF-CLAMART-ISSY. — Réunion du Groupe Anarchiste, 101, rue de Paris (Vanves), le mardi, 6 octobre 1908, à 8 h. 1/2 du soir. — Causerie, par Antoine, sur : « Le Bonheur ».

◦ GRENOBLE. — **Groupe Libre d'Études Rociales.** — Le mardi, 30 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Conférences, place de la Halle. Le camarade Sorrel traitera : « Le Problème de la Population et l'Ouvrier ».

Le Groupe se réunit tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, 1, rue Sappey-Saint-Laurent.

◦ MONTARGIS. — **Jeunesse Libre.** — Réunions contradictoires, tous les dimanches soir, à 8 heures, à la Bibliothèque Communiste, chez le camarade Chevallier, à la Comté Villemandeur (près Montargis). Très bonnes brochures et bouquins prêtés gratuitement.

◦ SAINT-ÉTIENNE. — **Causeries Libres**, 42, rue de la Mulâtière. — Samedi, 3 octobre, à 8 h. 1/2. Causerie, par Fortuné : « Quelques explications ».

◦ VILLEURBANNE. — **L'Aube Nouvelle.** — Samedi, 3 octobre, à 8 h. du soir. Importante réunion, au Siège, 52, rue du Quatre-Août : 1° Lecture et Critique du *Grand Soir* ; 2° Organisation de Controverse.

CHEZ LES VERRIERS

Nous subissons actuellement les assauts répétés du patronat verrier, coalisé exclusivement contre nous.

Au 1er mars, une grève éclatait à la verrerie de Montluçon. N'arrivant pas à mâter ses ouvriers, le patron a depuis fermé son usine.

Depuis mai, nos camarades de la cristallerie de Pantin sont lock-outés au nombre de 120.

Nous avons, dans le même intervalle, soutenu les grèves de Brandville, d'Arleux, du Bouscat et de Creil. Ces deux dernières durent toujours.

Depuis le 30 juillet, nos fédérés de Blangy-sur-Bresles ont cessé le travail par solidarité pour un des nôtres congédié ; pour ce fait les patrons de la région ont éteint dix autres verreries. Il y a aujourd'hui quatre semaines de lock-out.

La corporation a beau être solidaire, les grèves continuelles ne permettent pas à la Fédération de thésauriser ; les 1.200 lock-outés deviennent une charge au-dessus de ses forces.

Placé dans de telles conditions, il est permis de compter sur la solidarité prolétarienne. Or nos appels restent sans écho. Ce ne sera cependant pas avantageux pour le mouvement ouvrier si nous sommes vaincus.

CH. DELZANT.

Nous prions nos abonnés de bien vouloir, en expédiant le montant de leur abonnement, nous indiquer le numéro de leur bande.

NOS LITHOS

La tombola ayant fortement entamé notre stock, dorénavant elles seront vendues aux prix suivants :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier Gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agard. — **Le Calvaire du Mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille. — **L'Homme mourant**, par L. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **La Vérité au Conseil de guerre**, par Luce. — L'édition ordinaire, **2 francs** ; celle d'amateur, **3 fr. 50.** Sauf l'**Homme Mourant** dont il ne reste plus de l'édition d'amateur.

Il ne reste plus qu'en nombre restreint : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales corbeaux!** par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **La Libératrice**, par Steinlen. — L'édition ordinaire, **3 francs** ; l'édition d'amateur, **5 francs.** Sauf pour les **Porteuses de Bois**, **La Guerre** et **Les Sans Gîte** dont il ne reste plus de l'édition d'amateur.

Aux petits des oiseaux, de Willette, **10 fr.**

Reproduction des **Errants**, de Rysselberghe, édit. ord., **1 fr. 25** ; amateur, **3 fr. 50.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Petite Correspondance

Audreanis, MARSEILLE. — Brunon, CHAMBON. — Dugazon, AIGUES-MORTES. — Dumas, LYON. — Knockaert, TOURCOING. — Lebourg, ROUEN. — La Hire, OCTEVILLE. — July, REIMS. — Voilà trois semaines qu'il vous a été adressé une demande de règlement. Pas de nouvelles. Si les dépositaires ne nous paient pas, nous ne pouvons marcher longtemps comme cela.

F. à SAINT-ETIENNE. — Vous prenez bien l'affaire, ça va bien ; mais ça pouvait tomber sur un grincheux. C'est une nichée de lapins que le marchand de coqs nous a posée. Volume expédié.

B. L. R. à MÉDÉAH. — Impossible de relever les imbécilités de chaque littérateur. Ce que peut dire M. d'Haraucourt, cela n'a pas d'importance.

Loquier. — Syndicalisme et révolutionnaire. — Travail et Surmenage n'étant pas de chez nous, j'ai remplacé par d'autres.

G. C., rue d'Aubagne, MARSEILLE. — Quand nous paierez-vous les lithos qui vous été expédiées en janvier ?

La Cuna, CORUNU. — Faisons le changement d'adresse.

A. D. à NEW-YORK. — J'ai retrouvé votre vieille fiche. L'abonnement était terminé de fin juin. Le prochain se terminera fin décembre.

Le camarade Geoffroy a bien reçu les cartes de Buenos-Ayres. Il demande à l'envoyeur de bien vouloir lui envoyer son adresse pour correspondre.

B. à GENÈVE. — Reçu mandat. C'est bien cela.

P. Z. P. à BOURGAS. — Le changement d'adresse a été fait.

C. D. à TUNIS. — Reçu la pièce, mais je ne connais pas l'italien.

P. Salichon, 38, rue Neyron, Saint-Etienne, demande à entrer en relation avec un camarade de Beaune (Côte-d'Or).

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE *La Libératrice* (Ass. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris.
L'Administrateur-Délégué : L. VERRIER.